



Programme de renforcement de la paix et de la stabilité régionales en Afrique de l'Ouest, financé par l'USAID

Bureau du Bénin

DEMANDE DE DEVIS (RFQ)

Date d'émission : 20 janvier 2025

Date d'échéance : 31 janvier 2025, à 12 heures, heure du Bénin

N° de la demande BRQ-BEN-24-00007

La fourniture de services de gestion hôtelière

pour les projets DAI SRPS financés par l'USAID en Afrique de l'Ouest

AVERTISSEMENT : Les offrants potentiels qui ont reçu ce document d'une source autre que le projet SRPS doivent immédiatement contacter SRPS_procurement@dai.com et de fournir leur nom et leur adresse postale afin que les modifications de l'appel d'offres ou d'autres communications puissent leur être envoyées directement. Tout offrant potentiel qui ne fait pas part de son intérêt assume l'entière responsabilité au cas où il ne recevrait pas de communications avant la date de clôture. Toute modification de l'appel d'offres sera publiée et diffusée par courrier électronique.

1. Résumé de l'appel d'offres

DAI, responsable de la mise en œuvre du projet de renforcement de la paix et de la stabilité régionales en Afrique de l'Ouest, financé par l'USAID avec un bureau à Cotonou au Bénin, invite les fournisseurs qualifiés à soumettre des propositions de **services de gestion hôtelière** pour le projet SRPS, tel que décrit ci-dessous. Le projet soutiendra les efforts des Africains de l'Ouest pour faire face aux risques d'instabilité liés aux conflits, et donnera la priorité aux interventions ciblées en matière de gouvernance, de prévention des conflits et de la violence, de consolidation de la paix et de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent (P/CVE) dans toute la région. Les interventions du programme s'attaqueront aux causes de la fragilité et se concentreront sur les approches de bonne gouvernance, la prévention et la réponse aux conflits et les interventions contre l'extrémisme violent dans certains pays cibles du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest côtière.

1. N° de l'appel d'offres	BRQ-BEN-24-00007
2. Date d'émission	20 Janvier 2025
3. Titre	Services de gestion hôtelière pour le projet SRPS au Bénin



4. Bureau émetteur et adresse électronique/physique pour la soumission des offres	Bureau d'émission : Projet SRPS de l'USAID en Afrique de l'Ouest Courriel pour les soumissions : SRPS_Submission@dai.com
5. Date limite de réception des offres.	31 janvier 2025, à 12h00 (heure du Bénin)
6. Point de contact	SRPS_Procurement@dai.com
7. Type d'attribution prévu	Accord d'achat global (AAG) pour une période d'exécution d'un an (12 mois). La DAI peut attribuer cet AAG à un ou plusieurs soumissionnaires et permettra au projet d'émettre plusieurs bons de commande dans le cadre de cet AAG pour chaque service requis. L'émission de cet appel d'offres n'oblige en aucun cas la DAI à attribuer un contrat de sous-traitance ou un bon de commande et les soumissionnaires ne seront pas remboursés pour les coûts liés à la préparation de leur offre.
8. Base d'attribution	Le marché sera attribué au soumissionnaire responsable dont l'offre répond aux conditions de la RFQ et est la plus avantageuse pour la DAI, compte tenu du prix et/ou d'autres facteurs inclus dans la RFQ. Pour être pris en considération en vue de l'attribution du marché, les soumissionnaires doivent satisfaire aux exigences énoncées à la section 12, "Détermination de la responsabilité". Aucune discussion ou négociation n'est autorisée avec les soumissionnaires, qui doivent donc soumettre leur meilleur et dernier prix.

DAI mène ses activités dans le respect des normes éthiques les plus strictes afin de garantir une concurrence loyale, des prix raisonnables et une performance ou une livraison réussie de biens et d'équipements de qualité. DAI ne tolère pas la corruption, les pots-de-vin, la collusion ou les conflits d'intérêts. Toute demande de paiement ou de faveur de la part d'employés de la DAI doit être signalée dès que possible à ethics@dai.com ou en visitant le site www.dai.ethicspoint.com. En outre, toute tentative par un offrant ou un sous-traitant d'offrir des incitations à un employé de la DAI pour influencer une décision ne sera pas tolérée et constituera un motif de disqualification, de résiliation et éventuellement d'exclusion. Voir la disposition n° 17 pour plus de détails.

2. Demande de devis

9. Instructions générales aux soumissionnaires	<ul style="list-style-type: none">• Toutes les propositions doivent être soumises au plus tard le 31 janvier 2025 à 12h00. (Les offres tardives seront rejetées, sauf dans des circonstances extraordinaires, à la discrétion de la DAI.• Les offrants soumettront leurs propositions par voie électronique à l'adresse suivante : SRPS_Submssion@dai.com uniquement. Le numéro de l'appel d'offres : BRQ-BEN-24-00007 doit être mentionné dans l'objet du courriel.• Les offrants confirment par écrit qu'ils comprennent parfaitement que leur proposition doit être valable pour une période de trois mois.• Les offrants signent et datent le barème de prix, au lieu d'une lettre d'accompagnement formelle - page 9• Les offrants doivent remplir l'annexe A : modèle de bordereau de prix. La taxe sur la valeur ajoutée (TVA) doit être incluse sur une ligne séparée.• Ces biens et services sont éligibles à l'exonération de la TVA dans le cadre du contrat principal DAI.
10. Questions relatives à l'appel d'offres	Il incombe à chaque soumissionnaire de lire très attentivement et de comprendre parfaitement les termes et conditions du présent appel d'offres. Toutes les communications relatives à cet appel d'offres doivent être effectuées exclusivement par l'intermédiaire du bureau émetteur et doivent être envoyées par courrier électronique ou par écrit au bureau émetteur au plus tard à la date indiquée ci-dessus. Toutes les questions reçues seront compilées et feront l'objet d'une réponse écrite qui sera distribuée à tous les soumissionnaires intéressés.
11. Spécifications techniques et exigences en matière d'acceptabilité technique	<i>Veillez-vous référer à l'annexe C : Spécifications techniques et les exigences attendues du prestataire de services.</i>
12. Technologie interdite	Les soumissionnaires NE DOIVENT PAS fournir de biens et/ou de services qui utilisent les produits de télécommunications et de vidéosurveillance des sociétés suivantes : Huawei Technologies Company, ZTE Corporation, Hytera Communications Corporation, Hangzhou Hikvision Digital Technology Company, ou Dahua Technology Company, ou toute filiale ou société affiliée, conformément à la FAR 52.204-25.
13. Détermination de la responsabilité	La DAI ne conclura aucun type d'accord avec un vendeur avant de s'être assurée de la responsabilité de ce dernier. Lors de l'évaluation de l'offre les facteurs suivants sont pris en considération : <ol style="list-style-type: none">1. Avoir un registre de commerce et un numéro IFU valide /enregistrement ;2. Preuve d'un identifiant d'entité unique (SAM) (expliqué ci-dessous et instructions contenues dans l'annexe) ;3. Avoir au moins cinq (05) années d'expérience en tant qu'entreprise de location de véhicule4. Fournir au moins trois (3) copies de bon de commande pour les prestations ou services similaires,5. Abilité de se conformer aux termes de paiement de DAI6. Avoir des antécédents satisfaisants en matière d'intégrité et d'éthique des affaires.7. Être qualifié et éligible pour effectuer le travail en vertu des lois et règlements applicables.

14. Code géographique	<ul style="list-style-type: none"> • Dans le cadre du code géographique autorisé pour son contrat, la DAI ne peut acquérir des biens et des services qu'auprès des pays suivants. • Code géographique 935 : Biens et services provenant de toute région ou pays, y compris le pays coopérant, mais à l'exclusion des pays interdits. • La DAI doit vérifier la source, la nationalité et l'origine des biens et des services et s'assurer (dans toute la mesure du possible) qu'elle n'achète pas de services auprès de pays interdits figurant sur la liste des pays sanctionnés établie par l'Office of Foreign Assets Control (OFAC). La liste actuelle des pays faisant l'objet de sanctions globales comprend : Cuba, l'Iran, la Corée du Nord, le Soudan et la Syrie. Il est interdit à la DAI de faciliter toute transaction effectuée par un tiers si cette transaction était interdite si elle était effectuée par la DAI. • En soumettant un devis en réponse à cet appel d'offres, les soumissionnaires confirment qu'ils ne violent pas les exigences relatives à la source et à la nationalité et que les services sont conformes au code géographique et aux exclusions relatives aux pays interdits.
15. Identifiant unique de l'entité (SAM)	<p>Toutes les organisations américaines et étrangères qui reçoivent des contrats de sous-traitance ou des bons de commande de premier niveau d'une valeur de 30 000 dollars ou plus sont tenues d'obtenir un identifiant d'entité unique (SAM) avant la signature de l'accord. Les organisations sont exemptées de cette obligation si le revenu brut reçu de toutes les sources au cours de l'année fiscale précédente était inférieur à 300 000 dollars. La DAI exige que les soumissionnaires signent la déclaration d'autocertification s'ils demandent à être exemptés pour cette raison.</p> <p>Pour ceux qui sont tenus d'obtenir un identifiant d'entité unique (SAM), vous pouvez demander Annexe D : Instructions pour l'obtention d'un identifiant d'entité unique (SAM) Pour ceux qui ne sont pas tenus d'obtenir un identifiant d'entité unique (SAM), vous pouvez demander l'annexe D : Autocertification pour l'exemption de l'obligation d'obtenir un identifiant d'entité unique (SAM)</p>
16. Respect des conditions générales	<p>Le soumissionnaire doit connaître les conditions générales d'attribution du marché résultant du présent appel d'offres. Le soumissionnaire sélectionné doit se conformer à toutes les déclarations et certifications de conformité énumérées dans l'annexe B.</p>
17. Politique de lutte contre la corruption et les pots-de-vin et responsabilités en matière d'établissement de rapports	<p>DAI mène ses activités selon les normes éthiques les plus strictes afin de garantir une concurrence loyale, des prix raisonnables et une performance ou une livraison réussie de biens et d'équipements de qualité. DAI ne tolère pas les actes de corruption suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Toute demande de pot-de-vin, de ristourne, de paiement de facilitation ou de gratification sous la forme d'un paiement, d'un cadeau ou d'une considération spéciale par un employé de la DAI, un fonctionnaire du gouvernement ou leurs représentants, afin d'influencer une décision d'attribution ou d'approbation. • Toute offre de pot-de-vin, de ristourne, de paiement de facilitation ou de gratification sous la forme d'un paiement, d'un cadeau ou d'une considération spéciale par un offrant ou un sous-traitant pour influencer une décision d'attribution ou d'approbation. • Toute fraude, telle que l'inexactitude ou la dissimulation d'informations au profit de l'auteur de l'offre ou du sous-traitant. • Toute collusion ou conflit d'intérêt dans lequel un employé, un consultant ou un représentant de la DAI a une relation commerciale ou personnelle avec un directeur ou un propriétaire de l'offrant ou du sous-traitant qui peut sembler favoriser injustement l'offrant ou le sous-traitant. Les sous-traitants doivent

également éviter toute collusion ou conflit d'intérêts dans leurs achats auprès des fournisseurs. Toute relation de ce type doit être immédiatement divulguée à la direction de la DAI pour examen et action appropriée, y compris l'exclusion éventuelle de l'attribution du marché.

Ces actes de corruption ne sont pas tolérés et peuvent avoir de graves conséquences, notamment la résiliation du contrat et la suspension et l'exclusion éventuelles par le gouvernement des États-Unis, ce qui empêcherait l'offrant ou le sous-traitant de participer à de futurs contrats avec le gouvernement des États-Unis.

Toute tentative de corruption ou corruption réelle doit être immédiatement signalée par l'offrant, le sous-traitant ou le personnel de la DAI :

- Numéro d'appel gratuit pour les questions d'éthique et de conformité (États-Unis) +1-503-597-4328
- Site web de la hotline - www.DAI.ethicspoint.com, ou
- Courriel à Ethics@DAI.com
- Bureau de l'inspecteur général de l'USAID
<https://oigportal.ains.com/eCasePortal>

En signant cette proposition, l'offrant confirme son adhésion à cette norme et garantit qu'aucune tentative ne sera faite pour influencer la DAI ou le personnel du gouvernement par le biais de pots-de-vin, de gratifications, de paiements de facilitation, de commissions occultes ou de fraudes. L'offrant reconnaît également que la violation de cette politique peut entraîner la résiliation du contrat, le remboursement des fonds non autorisés en raison des actes de corruption, ainsi que la suspension et l'exclusion éventuelles par le gouvernement des États-Unis.

1.1 Annexe A : Barème de prix

Numéro d'article	Nom de l'article	Description	Quantité		Unité	Prix unitaire (XOF)	Prix total
	Services d'hôtellerie et de conférence		qte	jour			
1.	Hébergement à l'hôtel	Chambre standard (tarif négocié USAID/ONG) avec toutes les commodités	1	1	par personne/par jour		
2.	Prise en charge et retour à l'aéroport	Prise en charge et retour à l'aéroport par personne (Prise en charge et retour) Veuillez indiquer N/A s'il s'agit d'un service gratuit	1	1	par personne par prise en charge et retour		
3.	Salle de conférence (pouvant accueillir jusqu'à 30 participants)	Salle de réunion pour (pouvant accueillir jusqu'à 30 participants) avec système de sonorisation, projecteur, ordinateur pour projection, tableaux à feuilles mobiles, blocs notes, stylos et bouteilles d'eau pour chaque participant par jour	1	1	1 salle de réunion par jour		
4.	Salle de conférence (pouvant accueillir jusqu'à 70 participants)	Salle de réunion pour (pouvant accueillir jusqu'à 70 participants) avec système de sonorisation, projecteur, ordinateur pour projection, tableaux à feuilles mobiles, blocs notes, stylos et bouteilles d'eau pour chaque participant par jour	1	1	1 salle de réunion par jour		
5.	Salle de conférence (pouvant accueillir jusqu'à 200 participants)	Salle de réunion pour (pouvant accueillir jusqu'à 200 participants) avec système de sonorisation, projecteur, ordinateur pour projection, tableaux à feuilles mobiles, blocs notes, stylos et bouteilles d'eau pour chaque participant par jour	1	1	1 salle de réunion par jour		
6.	Pause-café	Forfait pause-café (café, thé, lait, chocolat viennoiserie ou canapés salé ou sucré, eau minérale, jus de fruit)	1	1	par personne/par jour		
7.	Dejeuner	Déjeuner buffet avec eau et 1 boisson non alcoolisée	1	1	par personne/par jour		
8.	Eau Minérale	1 bouteille d'eau (1Litre) par participant	1	1	par personne/par jour		
GRAND TOTAL (hors taxe)							

TVA (18%)		
GRAND TOTAL TTC		

NOTE : Veuillez indiquer les modalités de paiement

Date de livraison:

Nous, soussignés, fournissons les informations suivantes

Nous, soussignés, fournissons le devis ci-joint conformément à l'appel d'offres n° _____ daté de _____ Notre devis ci-joint porte sur le prix total de _____ (en chiffres et en lettres)

Je certifie une période de validité de ___ jours pour les prix indiqués dans le bordereau de prix/facture de quantités ci-joint. Notre devis nous engage sous réserve des modifications.

Nous comprenons que la DAI n'est pas tenue d'accepter les devis qu'elle reçoit.

Signature autorisée :

Nom et titre du signataire :

Nom de l'entreprise :

Adresse :

Téléphone :

Courriel :

Sceau de l'entreprise :

1.2 Annexe B : Déclarations et certifications de conformité

1. Liste fédérale des parties exclues - Le soumissionnaire sélectionné n'est pas actuellement radié, suspendu ou jugé inéligible pour l'attribution d'un contrat par une agence fédérale.
2. Certification de la rémunération des cadres - La FAR 52.204-10 exige que DAI, en tant qu'entrepreneur principal de contrats du gouvernement fédéral américain, déclare les niveaux de rémunération des cinq cadres sous-traitants les mieux rémunérés au Federal Funding Accountability and Transparency Act Sub-Award Report System (FSRS).
3. Décret sur le financement du terrorisme - Il est rappelé au contractant que les décrets et les lois des États-Unis interdisent les transactions avec des personnes et des organisations associées au terrorisme, ainsi que la fourniture de ressources et de soutien à ces personnes et organisations. Il est de la responsabilité juridique du contractant/bénéficiaire de veiller au respect de ces décrets et lois. Les bénéficiaires ne peuvent pas s'engager avec des individus et des organisations associés au terrorisme, ni leur fournir des ressources ou un soutien. Aucun soutien ni aucune ressource ne peuvent être fournis à des personnes ou à des entités figurant sur la liste des ressortissants spécialement désignés et des personnes bloquées tenue par le Trésor américain (en ligne à l'[adresse](http://www.SAM.gov) www.SAM.gov) ou sur la liste des personnes désignées par les Nations unies pour des raisons de sécurité (en ligne à l'[adresse](http://www.un.org/sc/committees/1267/aq_sanctions_list.shtml) : http://www.un.org/sc/committees/1267/aq_sanctions_list.shtml). Cette disposition doit être incluse dans tous les contrats de sous-traitance/sous-attribution émis dans le cadre de ce contrat.
4. Traite des personnes - Le contractant ne doit pas se livrer à la traite des personnes (telle que définie dans le Protocole additionnel à la Convention des Nations unies contre la criminalité transnationale organisée visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants), à l'exploitation sexuelle à des fins commerciales et au travail forcé pendant la durée du présent marché.
5. Certification et divulgation concernant les paiements destinés à influencer certaines transactions fédérales - Le soumissionnaire certifie qu'il est actuellement et restera en conformité avec la FAR 52.203-11, Certification and Disclosure Regarding Payment to Influence Certain Federal Transactions (Certification et divulgation concernant les paiements destinés à influencer certaines transactions fédérales).
6. Conflit d'intérêt organisationnel - Le soumissionnaire certifie qu'il se conformera à la partie 9.5 de la FAR, intitulée " Conflit d'intérêt organisationnel ". Le Soumissionnaire certifie qu'il n'a pas connaissance d'informations relatives à l'existence d'un conflit d'intérêts organisationnel potentiel. Le soumissionnaire certifie en outre que s'il a connaissance d'informations relatives à l'existence d'un conflit d'intérêts potentiel, il fournira immédiatement à la DAII une déclaration décrivant ces informations.
7. Interdiction des installations séparées - Le soumissionnaire certifie qu'il est en conformité avec la FAR 52.222-21, Prohibition of Segregated Facilities (interdiction des installations séparées).
8. Égalité des chances - Le soumissionnaire certifie qu'il n'exerce aucune discrimination à l'encontre d'un employé ou d'un candidat à l'emploi en raison de son âge, de son sexe, de sa religion, de son handicap, de sa race, de ses croyances, de sa couleur ou de son origine nationale.
9. Législation du travail - Le soumissionnaire certifie qu'il respecte l'ensemble de la législation du travail.
10. Federal Acquisition Regulation (FAR) - Le soumissionnaire certifie qu'il connaît le Federal Acquisition Regulation (FAR) et qu'il n'enfreint aucune des certifications requises dans les clauses applicables du FAR, y compris, mais sans s'y limiter, les certifications relatives au lobbying, aux pots-de-vin, à l'égalité des chances en matière d'emploi, aux actions d'affirmation et aux paiements visant à influencer les transactions fédérales.
11. Conformité des employés - Le soumissionnaire garantit qu'il exigera de tous les employés, entités et individus fournissant des services dans le cadre de l'exécution d'un bon de commande DAI qu'ils se conforment aux dispositions du bon de commande qui en découle et à toutes les lois et réglementations fédérales, étatiques et locales en rapport avec le travail qui y est associé.

En soumettant un devis, les soumissionnaires acceptent de se conformer pleinement aux conditions ci-dessus et à toutes les clauses applicables du gouvernement fédéral américain incluses dans le présent document, et seront invités à signer ces déclarations et certifications lors de l'attribution du marché.

1.3 Annexe C : Spécifications techniques détaillées

A. **Objectif:**

DAI Global LLC a été sélectionné pour gérer le programme de renforcement de la paix et de la stabilité régionales (SRPS) de l'USAID en Afrique de l'Ouest. Dans le cadre de cette initiative quinquennale, DAI s'engage à renforcer les capacités et l'engagement des partenaires régionaux et bilatéraux de l'USAID, notamment au sein des gouvernements, de la société civile, des organisations de jeunes et de femmes, ainsi que du secteur privé. Afin de soutenir cette mission, **DAI recherche un prestataire hôtelier pour établir un contrat cadre portant sur l'hébergement de ses consultants et de son personnel, ainsi que la location de salles de réunion. Le prestataire devra également proposer des services de pause-café, de déjeuner et autres prestations liées aux besoins de l'équipe sur le terrain.**

B. **Services requis**

- 1- Chambres et hébergement Standard simple pour le personnel, les consultants et les invités disposant de :
 - Literie de haut standing (matelas et oreillers confortables),
 - Salle de bains privée avec douche et/ou baignoire,
 - Produits de toilette (savon, shampoing, gel douche, etc.),
 - Télévision à écran plat avec chaînes câblées,
 - Accès à Internet (Wi-Fi gratuit),
 - Coffre-fort dans la chambre,
 - Climatisation,
- 2- **Salles de réunion et de conférence équipées avec :**
 - Projecteur et écran, système audio (haut-parleurs, microphones) connexion Wi-Fi haut débit.
 - Accès à des prises de courant pour chaque participant,
 - Les salles doivent être équipées d'un système de climatisation adapté.
- 3- **Restauration**
 - Restaurant sur place servant des plats de qualité, souvent avec une cuisine locale et internationale.
 - Petit déjeuner buffet ou à la carte.
 - Service en chambre (room service) disponible à certaines heures.
 - Options de restauration adaptées aux régimes alimentaires spéciaux (végétarien, sans gluten, etc.).
 -
- 4- **Bien-être et loisirs**
 - Piscine intérieure ou extérieure.
 - Salle de sport/fitness.
- 5- **Accessibilité et services supplémentaires**
 - Accessibilité pour les personnes à mobilité réduite (chambres et équipements adaptés).
 - Services de sécurité renforcés (surveillance, accès sécurisé, coffre-fort).
- 6- **Que chaque hôtel spécifie le nombre total de chambres pouvant être rendues disponibles au besoin.**

Annexe D : Instructions pour l'obtention d'un identifiant unique d'entité (SAM)

Instructions détaillant la procédure à suivre pour obtenir un identifiant d'entité unique (SAM) pour votre commence à la page suivante.

LA PROCÉDURE D'OBTENTION D'UN IDENTIFIANT UNIQUE D'ENTITÉ EST DÉCRITE CI-DESSOUS :

1. Préparez les informations suivantes pour demander un identifiant unique d'entité (SAM)
 - a. Raison sociale
 - b. Adresse physique (y compris ZIP + 4)
 - c. Compte SAM.gov (il s'agit d'un compte d'utilisateur et non d'un enregistrement d'entreprise SAM.gov).
 - i. **En tant que nouvel utilisateur**, pour obtenir un compte SAM.gov, rendez-vous sur www.sam.gov.
 1. Cliquez sur "Se connecter" dans le coin supérieur droit.
 2. Cliquez sur "Créer un compte utilisateur"



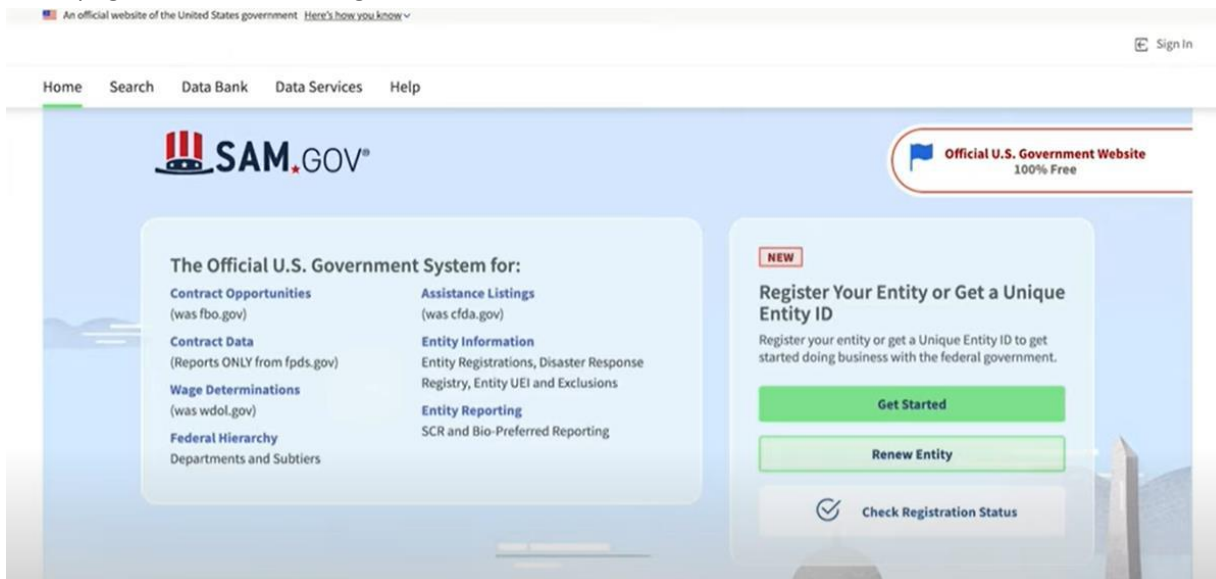
3. Choisissez Type de compte :
 - a. Créez un compte d'utilisateur individuel pour effectuer des tâches telles que l'enregistrement ou la mise à jour de votre entité, la création et la gestion d'enregistrements d'exclusion ou la consultation de données de niveau FOUO pour les enregistrements d'entité.
 - b. Créez un compte utilisateur système si vous avez besoin d'une communication de système à système ou si vous effectuez un transfert de données de SAM vers

votre système de base de données gouvernemental. Complétez les informations demandées, puis cliquez sur "Soumettre".

4. Cliquez sur "DONE" sur la page de confirmation. Vous recevrez un courriel confirmant que vous avez créé un compte utilisateur dans SAM.
5. Cliquez sur le lien de validation dans l'e-mail contenant le code d'activation dans les 48 heures pour activer votre compte utilisateur. Si le lien du courriel n'est pas hyperliens (c'est-à-dire soulignés ou apparaissant dans une couleur différente), veuillez copier le lien de validation et le coller dans la barre d'adresse du navigateur. Vous pouvez maintenant enregistrer une entité.

REMARQUE : La création d'un compte utilisateur ne crée pas d'enregistrement dans SAM, ni ne met à jour/renouvelle un enregistrement existant dans SAM.

2. Une fois que vous vous êtes enregistré en tant qu'utilisateur, vous pouvez obtenir un identifiant d'entité unique en sélectionnant le bouton "Démarrer" sur la page d'accueil de SAM.gov.



3. Sélectionnez "Get Started" sur la page Getting Started with Registration.

An official website of the United States government. [Here's how you know](#) ▾

SAM.GOV Requests Notifications Workspace Sign Out

Home Search Data Bank Data Services Help

Getting Started with Registration

[Entity Information Home](#)

This the official U.S. government website for entity registration. Entity registration is FREE.

Before You Get Started

Before you start your registration, there are a few steps you must complete first. Review these steps to help ensure you set aside enough time to complete your registration.

- 1 Request a DUNS Number
- 2 Prepare Your Data
- 3 Get a Login.gov Account
- 4 Submit and Finish

1 Request a DUNS Number

All entities wishing to do business with the federal government must have a unique entity identifier (UEI). Currently, the DUNS number, which is a unique nine-character identification number provided by Dun & Bradstreet (D&B) free of charge, is the official UEI. D&B assigns UEI (DUNS) for each physical location of a business. Requesting a UEI (DUNS) takes about 10 minutes. Receiving a UEI (DUNS) takes 1-2 business days (under normal circumstances) when using the D&B web form.

[Go to D&B web form](#)

NEW

Register Your Entity or Get a Unique Entity ID

Register your entity or get a Unique Entity ID to get started doing business with the federal government.

[Get Started](#)

[Renew Entity](#)

[Check Registration Status](#)

4. Sélectionnez "Get Unique Entity ID" sur la page Get Started.

Entity Management

Get Started

Register Entity

An entity registration allows you to bid on government contracts and apply for federal assistance. As part of entity registration, we will assign you a Unique Entity ID (SAM).

Comprehensive and current entity information is an essential part of the federal award process. It is important to prepare your information and allow sufficient time to understand and accurately complete your registration. You only need to complete and manage it here to remain eligible for federal awards.

You must renew your registration every 365 days for it to remain active.

[Register Entity](#)

Get Unique Entity ID (SAM)

If you only conduct certain types of transactions, such as reporting as a sub-awardee, you may not need to complete an entity registration. Your entity may only need a Unique Entity Identifier.

You can get a Unique Entity ID (SAM) for your organization without having to complete a full entity registration.

[Get Unique Entity ID](#)

5. Saisir les informations relatives à l'entité.

- a. Si vous aviez déjà un numéro DUN, assurez-vous que votre raison sociale et votre adresse physique sont exactes et correspondent aux informations sur l'entité, jusqu'aux majuscules et à la ponctuation, utilisées pour l'enregistrement DUNS.
6. Lorsque vous êtes prêt, sélectionnez "Suivant"
 7. Confirmez les informations relatives à votre entreprise.



- a. Sur cette page, vous avez la possibilité de restreindre la recherche publique de ces informations. "Autoriser l'affichage public de l'enregistrement sélectionné". Si vous décochez cette case, seuls vous et les utilisateurs du gouvernement fédéral pourront rechercher et consulter les informations relatives à l'entité et les entités telles que la DAI ne pourront pas vérifier de manière indépendante que vous disposez d'un identifiant d'entité unique (SAM).



8. Lorsque vous êtes prêt, sélectionnez "Suivant"
9. Une fois la validation terminée, sélectionnez "Request UEI" pour obtenir un identifiant d'entité unique (SAM). Avant de demander votre UEI (SAM), vous devez certifier que vous êtes autorisé à effectuer des transactions sous peine de poursuites judiciaires afin de réduire la probabilité de transactions non autorisées. pour l'entité.
10. L'identifiant unique de l'entité sera indiqué sur la page suivante. SAM.gov enverra un courriel de confirmation

Continue Registration Done

11. Si vous avez besoin de consulter l'identifiant unique de l'entité à partir de SAM à l'avenir ou de mettre à jour les informations relatives à l'organisation, connectez-vous à SAM.gov et accédez au widget "Entity Management" (gestion des entités).

Workspace

Entity Management

What do I need for registration?

Get Started

Entity Registration



Next Update Due: Due in Next 30 days: 0 Entity Registrations

Unique Entity ID



System Accounts



Profile



Downloads Saved Searches Following

Pending Requests

No pending requests

See All

Notifications

No available notifications

See All

Add A New Role

Select on the options below to request a new role. If you need a role that you do not see below, contact an administrator for your organization directly.

Select a Role

GSA